

Coup d'œil sur les élections fédérales : le système politique suisse en mutation

Autor(en): **Ladner, Andreas**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **26 (1999)**

Heft 4-5

PDF erstellt am: **14.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912680>

Nutzungsbedingungen

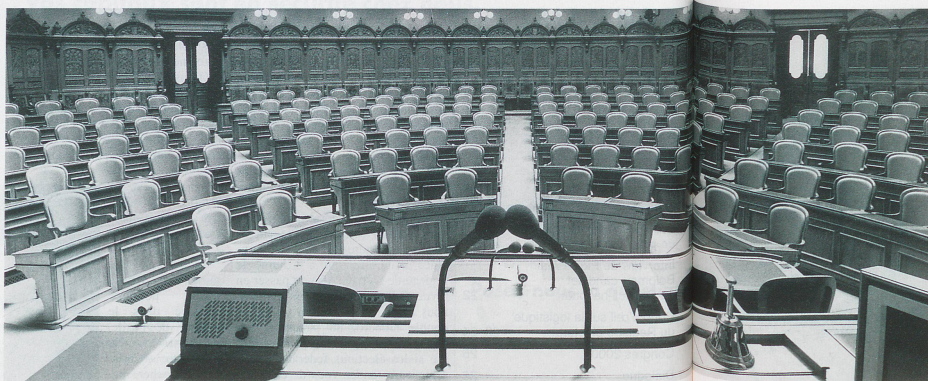
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Coup d'œil sur les élections fédérales

Le système politique suisse en mutation

Les élections fédérales de cet automne seront déterminantes pour l'avenir des partis politiques suisses. Les succès attendus de l'UDC mettent radicaux et PDC sous pression. Combien de temps la formule magique pourra-t-elle encore tenir?

Les élections au Conseil national d'octobre seront les dernières de ce siècle. La situation est plus passionnante que jamais, après le mouvement inhabituel survenu dans le système politique ces dernières années. La question se pose de savoir si l'Union démocratique du centre (UDC) va poursuivre sur sa série victorieuse. Elle pourrait, pour la première fois, ravir la troisième place au parti démocrate-

chrétien (PDC), ce qui, en termes de parts des suffrages, remettrait en question la formule magique valable depuis 1959 pour la composition du Conseil fédéral.

Polarisation dans le camp gouvernemental

Ce partage plus ou moins volontaire de la responsabilité gouvernementale entre le parti radical (PRD), le parti socialiste (PSS) et le PDC, qui occupent chacun deux sièges, et l'UDC avec son seul siège a perdu de sa splendeur depuis son introduction. Jusqu'au début des années 90, les quatre partis gouvernementaux ont continuellement perdu des voix. Les bénéficiaires en ont été les petits partis tels que l'Alliance des Indépendants (AdI), les Démocrates suisses (DS) et des formations d'extrême-gauche d'abord, puis plus récemment les Verts et leur contraire, le parti de la Liberté. Les élections au Conseil national de 1995 ont constitué à cet égard un tournant. L'UDC et le parti socialiste ont accru leur poids dans une mesure considérable en termes suisses, si bien que, malgré les pertes accusées par les

radicaux et les démocrates-chrétiens, la part électorale des quatre grands partis s'est à nouveau agrandie. Une polarisation, à l'intérieur même du camp gouvernemental, est toutefois apparue.

Les élections cantonales ont, depuis lors, confirmé les résultats des dernières élections au Conseil national. Dans de nombreux cantons (Lucerne, Zoug, Schwyz, St-Gall et Soleure), l'UDC s'installe... et menace le PDC avant tout. Mais les radicaux sont également sous pression, comme l'ont montré les élections du printemps dernier dans les cantons de Zurich et Lucerne. Le système politique suisse est à un tournant: ce ne sont plus les petits partis qui prennent des voix aux grands, mais on assiste à un «combat de titans» pour le premier rôle dans le camp bourgeois.

Décalages dans l'électorat

Il faut voir les raisons de ces changements dans la transformation de la société. La modernisation et la globalisation ont contraint les partis à s'adapter. Le parti socialiste s'est

détaché de sa clientèle d'ouvriers. Il compte aujourd'hui parmi ses électeurs des gens des plus hauts degrés de formation et est devenu un des partis socialistes les plus marqués à gauche en comparaison internationale. L'UDC, elle aussi représentante d'un segment décroissant de la population, a, sous la conduite de sa section zurichoise, clairement viré à droite et s'affiche désormais avec succès comme le défenseur des valeurs nationales-conservatrices.

On ne saurait en revanche parler de repositionnement fructueux pour le PDC et le PRD. Le PDC a certes pris cap sur le centre, mais les différences subsistent entre catholiques-conservateurs, tenants de l'économie, et chrétiens-sociaux, alors que s'estompé la force de ralliement du catholicisme. D'autre part, le PRD découvre douloureusement que les intérêts de l'économie s'écartent toujours davantage de ceux de la politique. Il est nettement plus difficile de faire de la politique en l'absence du spectre du communisme et une redéfinition de l'idée du libéralisme s'impose.

Qui occupera les sièges du Conseil national après le 24 octobre?

Ebauches de coalitions nouvelles ponctuelles

Ces décalages à l'intérieur du système politique se reflètent dans les débats thématiques. Le camp bourgeois a perdu en homogénéité. L'UDC se manifeste toujours plus fréquemment dans un rôle d'opposition au gouvernement et aux autres partis bourgeois. Et ses défaites durant la dernière législature (taxe poids lourds ou «Jeunesse sans drogue», par exemple) paraissent même favoriser l'image de bouclier contre la «classe politique» qui est la sienne.

Dans les autres partis, les rapprochements n'ont été qu'isolés. Une coalition s'est dessinée de manière exemplaire entre le PRD et le PSS sur la question de la politique en matière de drogue ou sur l'interruption de grossesse.

Dans le domaine de la politique sociale, les affinités sont plus grandes entre le PSS et le PDC, comme on a pu le voir avec le projet avorté d'assurance

maternité. Une politique de coalitions variables suivant les objets n'est de loin pas à l'ordre du jour. Les mots d'ordre des partis ces dernières années montrent clairement que le fossé le plus fréquent reste celui entre le PSS et les trois partis bourgeois PRD, PDC et UDC.

On ne doit pas s'attendre à des variations cataclysmiques de la force des partis lors des prochaines élections. Tout indique que se confirmera la tendance enregistrée ces dernières années. On peut escompter des gains d'une partie de l'UDC, plus précisément de celle rattachée au camp de Blocher, et vraisemblablement aussi du PSS, qui, à gauche, n'a guère de concurrence sérieuse. Pour le PRD et le PDC, même de petites défaites pourraient avoir de lourdes conséquences. Aucun parti ne peut, aujourd'hui, se payer un image de perdant. Les médias n'épargnent pas les partis battus, au contraire. En outre, le ciment de l'unité de ces partis s'est fragilisé. Les fossés traditionnels sur lesquels on a jeté un voile dans l'optique des élections resurgiront après.

Fin de la formule magique?

La Suisse n'est qu'à l'orée d'une possible redéfinition de son système politique. Une fusion entre les actuels grands partis n'est encore guère vraisemblable. Un nouveau parti qui serait formé des perdants entre les deux pôles devrait d'abord se mettre à la recherche d'un dénominateur commun aussi large que possible, ce qui provoquerait d'importantes scissions à l'intérieur du parti. Que la formule magique arrive à sa fin ces prochaines années, cela paraît en revanche vraisemblable. Mais il est aussi possible que, d'ici là, le nombre de sièges du Conseil fédéral soit modifié ou que la direction de l'Etat soit réformée.

Un véritable système d'alternance remplacerait mal le système de concordance actuel, car il ne correspondrait pas à la culture politique de la Suisse et ne serait que difficilement compatible avec la démocratie directe. La formation d'une majorité parlementaire sur la base d'un programme de législature commun serait en revanche une possibilité.



Les bêtes sauvages côtoient les bêtes politiques au Palais fédéral.

*L'auteur est politologue et chargé de cours à l'Université de Berne. Il conduit un projet du Fonds national sur les transformations des partis en Suisse ces trente dernières années.